



Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

<http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1993>

Le 17 septembre, mobilisons-nous pour un autre avenir

- Actualité des luttes - Appels à mobilisation -

Date de mise en ligne : mercredi 17 septembre 2020

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

17 SEPTEMBRE

SUD éducation Lorraine, appelle à participer à la journée nationale de mobilisation interprofessionnelle et intersyndicale du jeudi 17 septembre.

> Voir ci-dessous ([et ici en pdf...](#)) le tract d'appel de la fédération SUD éducation.

> [Voir ici...](#) le tract d'appel de l'Union syndicale Solidaires.

> [Voir ici...](#) le 4-pages d'analyse de la situation politique, économique et sociale.

> [Voir ici...](#) l'appel intersyndical CGT, SUD-Solidaires, FSU, UNEF, UNL, FIDL, MNL.

> [Voir ici...](#) l'appel intersyndical Fonction publique FSU, CGT, SUD-Solidaires.

> [Voir ici...](#) les visuels de SUD-Solidaires consacrés à cette journée.

Les RDV en Lorraine :

- **Nancy : 13h30 place Dombasle**
- **Metz : 15h place de la République**
- **Sarreguemines : 10h site SMART**
- **Epinal : 14h Préfecture**
- **Bar-le-Duc : 14h30 place de la gare**

Le 17 septembre, mobilisons-nous pour un autre avenir



Des grands discours du confinement, les trémolos dans la voix pour un système plus juste et plus humain, il ne reste aujourd'hui plus grand chose. Dans la continuité de sa décision de maintenir le gel des salaires, le gouvernement confirme sa volonté de poursuivre la mise en œuvre des mêmes politiques régressives déjà en cours avant le confinement. Pourtant, les situations sociale et sanitaire appellent des changements radicaux :



EXIGEONS UN PLAN D'URGENCE SANITAIRE

Nous exigeons les créations d'emplois nécessaires afin d'assurer le bon exercice de nos missions. La situation épidémique appelle des politiques cohérentes et des moyens à la hauteur. Par exemple, il est absurde et dangereux de maintenir le jour de carence dans la Fonction publique, au risque de pousser des personnels ayant des symptômes à continuer de venir travailler pour ne pas perdre d'argent. Il est inacceptable que les coûts personnels du télétravail et les frais d'entretien des équipements de protection ne fassent pas l'objet de mesures compensatoires pour tou-te-s

les personnels concerné-e-s. Il est inconcevable que l'imputabilité professionnelle de la Covid19 ne soit toujours pas reconnue pour les personnels tombé-e-s malades alors qu'elles et ils sont à leur poste de travail. Le contexte sanitaire appelle enfin l'arrêt du processus de suppression des CHSCT et le respect plein et entier des libertés syndicales et des prérogatives des représentantes et représentants des personnels. Enfin, les carences observées dans la fourniture des protections élémentaires aux personnels sont inacceptables et indignes.

MOBILISONS-NOUS !

PAR LA GRÈVE

DANS
L'UNITÉ

DANS
LA DURÉE

EXIGEONS LA HAUSSE DE NOS SALAIRES

Nous exigeons des mesures fortes et générales d'augmentation des salaires et un plan de rattrapage des pertes accumulées notamment pour les femmes par la mise en place de l'égalité salariale.

LA RELANCE, POUR QUI, POUR QUOI ?

Sur les 100 milliards d'euros du plan de relance, 20 vont être consacrés à la baisse d'impôt des entreprises. A quelles conditions ? Aucune ! C'est cadeau ! Cet argent pourra donc être encaissé par les actionnaires. En plus, toutes ces baisses d'impôts, comme le CICE, n'ont jamais démontré la moindre efficacité en matière de créations d'emplois.

Pire, de nombreuses entreprises profitent de la situation actuelle pour licencier à tout va ! C'est inacceptable. La situation actuelle appelle des mesures d'urgence à commencer par le maintien de l'emploi, tout particulièrement dans les entreprises aidées par l'état et bien sûr dans celles qui font des bénéfices.

EXIGEONS L'ABANDON DE LA CONTRE RÉFORME DES RETRAITES

Sur les 100 milliards d'euros du plan de relance, 20 vont être consacrés à la baisse d'impôt des entreprises. A quelles conditions ? Aucune ! C'est cadeau ! Cet argent pourra donc être encaissé par les actionnaires. En plus, toutes ces baisses d'impôts, comme le CICE, n'ont jamais démontré la moindre efficacité en matière de créations d'emplois. Pire, de nombreuses entreprises profitent de la situation actuelle pour licencier à tout va ! C'est inacceptable. La situation actuelle appelle des

mesures d'urgence à commencer par le maintien de l'emploi, tout particulièrement dans les entreprises aidées par l'état et bien sûr dans celles qui font des bénéfices.



SUD éducation appelle les personnels à participer à la journée unitaire d'action interprofessionnelle du 17 septembre et à se réunir pour décider des formes à lui donner : grève, rassemblements, manifestations, actions etc.